

L'imposture macronienne

Denis Sieffert revient sur la prestation versaillaise du président de la République.



Voilà bien une enquête d'opinion qui a de quoi faire peur. Il paraît que 36 % des Français estiment que d'autres systèmes "peuvent être aussi bons que la démocratie". Laquelle ne serait donc plus "le pire des systèmes à l'exception de tous les autres", selon la célèbre formule de Churchill.

Et cette conviction atteint même 46 % chez les jeunes¹. On a évidemment envie de poser la question que les politologues n'ont pas osé poser : mais quel autre système ? Les choix que nous suggère l'histoire ne sont pas de nature à nous rassurer. La monarchie ? Les mauvaises langues diront qu'avec la prestation versaillaise d'Emmanuel Macron, lundi 9 juillet devant le Congrès, nous y sommes presque. Ou alors quoi ? Une variante d'un système autoritaire prétendant vouloir le bien du peuple ? Le sondage ne le dit pas.

En vérité, la réponse est sans doute plus simple qu'on le pense. Elle est même dans la question.

Cet autre système dont rêve près de la moitié de notre jeunesse, c'est peut-être tout simplement la démocratie, mais la vraie, fort éloignée de la pâle copie que nous connaissons aujourd'hui. Les deux politologues de renom qui ont piloté l'enquête nous mettent d'ailleurs sur la voie car, nous disent-ils, les pauvres et les ouvriers sont les catégories les plus critiques du système actuel. Fines mouches, ils finissent par découvrir la lune :

"La dimension sociale, concluent-ils, est consubstantielle à la démocratie."

L'un des commanditaires de l'étude étant le directeur de la Fondation Jean-Jaurès, il aurait pu citer son auteur de référence :

"Notre action", disait Jaurès, "est de compléter la démocratie politique par la démocratie sociale."

Autant dire que nous allons aujourd'hui à rebours de cet objectif.

Comment ne pas perdre foi en la démocratie, quand l'image que nous en avons est celle que nous propose Emmanuel Macron dans son discours devant les parlementaires, lundi à Versailles ? Tout sonnait faux. Les mots paraissaient piégés. Quel est donc cet "État-providence du XXI^e siècle" qui surgit de nulle part, alors que tous les acquis sociaux sont malmenés ? À quoi peut bien ressembler cette "politique sociale d'émancipation" dont soudain il a été question, sinon au fameux "aide-toi, le ciel t'aidera" de la fable ? C'est-à-dire la négation des valeurs collectives qui ont fondé la démocratie

¹ Enquête annuelle sur les "fractures françaises", Ipsos, Fondation Jean-Jaurès, Sciences Po. Voir *Le Monde* daté du 10 juillet.

sociale de l'après-guerre. Et lorsque le président de la République nous dit qu'il déteste "*les rentes et les privilèges*", on le soupçonne fortement de penser aux allocations chômage et aux minima sociaux...

Le discours de Macron, c'est "*lâchez la proie pour l'ombre !*". Le Président nous dit qu'il ne veut plus aider les pauvres "*à mieux vivre*", mais à "*les sortir de la pauvreté*". Il ne se satisfait pas de "*lutter contre les inégalités sociales*", il se propose de combattre "*les inégalités de destin*". Vaste ambition ! Ce n'est plus Macron, c'est Che Guevara !

Las, en attendant cette acmé révolutionnaire, il liquide méthodiquement tout ce qui peut aider les pauvres à mieux vivre ici et maintenant. Et avant de transformer les destins, il creuse les inégalités. Cela ressemble à une pensée téléologique, mais ce n'est qu'une imposture.

En fait, il faudrait interdire à Emmanuel Macron de prononcer le mot "*social*". Chaque fois qu'il en fait usage, c'est aux dépens des pauvres ou des salariés. À tel point qu'on se demande si son "*plan pauvreté*", il faut l'espérer ou le redouter.

Beaucoup de commentateurs, et ses "*marcheurs*" les plus ardents, l'aident à nous égarer quand ils nous promettent un "*tournant social*" pour la rentrée. Les engagements budgétaires pris à Bruxelles permettent d'autant moins d'y croire que les cadeaux fiscaux faits aux riches ont déjà mis la France en difficulté au regard de l'épure européenne. Quant à l'idée que la deuxième partie du quinquennat serait pour les classes moyennes ou inférieures, on nous l'a déjà servie. C'était, souvenez-vous, Pierre Moscovici, ministre de l'Économie de François Hollande... Mais, surtout, cette vision naïve d'un rééquilibrage social résulte d'une sous-estimation de ce qui se joue actuellement. Emmanuel Macron ne prend pas seulement des décisions qui profitent aux riches, et qui pourraient un jour être compensées par des mesures "*de gauche*" ; il attaque des structures qu'il détruit de façon irréversible.

Cet homme est habité par une philosophie libérale finalement assez bas de gamme. Il l'a résumée devant le Congrès :

"Pour partager le gâteau, il faut un gâteau."

Dans l'enquête d'opinion déjà évoquée, les Français ont une vision nettement moins libérale de la répartition des richesses. Pour 62 % d'entre eux,

"il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres".

Sans doute ont-ils l'impression, en regardant l'explosion des profits du CAC 40, et le hit-parade des plus grosses fortunes, que "*le gâteau*" existe, et qu'il est déjà bien écœurant. Comment s'étonner qu'après un tel discours les perdants du système se prennent à douter de la démocratie ?

par **Denis Sieffert**
publié le 10 juillet 2018